

Communiqué du Bureau Fédéral

Le Bureau Fédéral **FO Finances**, regroupant les représentants de ses syndicats nationaux, réuni ce jour, a fait le constat que la politique économique et sociale d'austérité que poursuit le gouvernement, a toujours pour résultat une croissance atone et un taux de chômage record. Pour **FO Finances**, la mise en œuvre du pacte de responsabilité a pour seul objectif de faire 50 milliards d'économies sur le dos des salariés. C'est suicidaire socialement, économiquement et démocratiquement.

Fidèle à ses principes d'indépendance, **FO Finances** s'inscrit pleinement dans la plate-forme revendicative de sa Confédération pour qu'une autre politique économique soit mise en œuvre.

La relance de la croissance économique passe, entre autres, par une augmentation des salaires. C'est pourquoi, le Bureau Fédéral **FO Finances** revendique une revalorisation immédiate de la valeur du point d'indice des traitements des fonctionnaires, bloquée depuis plus de quatre années.

Le Bureau Fédéral **FO Finances** condamne, avec la plus extrême fermeté, la suppression ininterrompue des emplois dans les ministères économiques et financiers depuis maintenant 12 ans et la diminution des crédits de fonctionnement et d'intervention.

Dans une période où le gouvernement a pour objectif la résorption des déficits publics, il est incompréhensible que les directions chargées de ces missions prioritaires au redressement des comptes publics, soient amputées de leurs emplois et de leurs moyens!

L'ouverture d'un débat sur la « revue des missions à Bercy », telle qu'envisagée par les Ministres, n'est qu'un prétexte pour justifier de nouvelles suppressions d'emplois qui auront pour conséquence à terme la création sur le territoire national de « déserts » de services publics économique, financier et industriel.

Pour **FO Finances**, la création des directions interministérielles (DIRECCTE, DREAL, DD(CS)PP) en a été une première illustration.

La réforme territoriale en cours d'élaboration aggravera encore plus la situation et aura un impact destructeur sur l'ensemble des services déconcentrés de l'État, notamment dans les directions des ministères économiques et financiers.

Face à un déficit de dialogue social dans la plupart des directions de Bercy, **FO Finances** exige l'arrêt immédiat des plans stratégiques dont les conséquences sont dramatiques pour les personnels.

Dans l'ensemble des services, les conditions de travail ne cessent de se dégrader, avec une montée inquiétante de cas de souffrance au travail. D'ailleurs, chaque année les acteurs de prévention ne cessent de le relever.

Face à cette situation, le Bureau Fédéral **FO Finances** dénonce le peu de moyens affichés dans le projet d'accord de Prévention des Risques Psycho-Sociaux (RPS), en cours d'élaboration à Bercy. Tout comme le manque de mesures novatrices pour réduire les inégalités femmes-hommes est manifeste dans le nouveau plan d'action « égalité professionnelle » en cours de finalisation.

Le Bureau Fédéral **FO Finances** s'alarme de la diminution drastique du nombre de promotions internes depuis trois ans et revendique l'urgence d'un plan exceptionnel permettant de reconnaître la technicité et la qualification des agents des ministères économiques et financiers.

Pour **FO Finances**, la nomination d'un « encore » nouveau ministre à Bercy, n'est pas porteur d'optimisme béat. Dans une première déclaration, le ministre a indiqué vouloir être jugé sur ses actes, à **FO Finances** nous n'y manquerons pas.

C'est pourquoi, les membres du Bureau Fédéral appellent les personnels à rejoindre les syndicats FO affiliés à la Fédération des Finances et à voter et faire voter, le 4 Décembre prochain, pour les listes FO, syndicat libre et indépendant.

Adopté à l'unanimité

Paris, le 3 Septembre 2014



**PRIORITÉ
AUX AGENTS**